



La démographie en Israël

- enjeu majeur pour la stabilité du Proche-Orient -

Mémoire de géopolitique du Commandant Frédéric Parisot
dans le cadre de l'étude dirigée
« Géopolitique du Proche et Moyen-Orient »

Directeur : Ambassadeur Marc BONNEFOUS

Avril 2001

Fiche de présentation documentaire

1. Titre du document:

La démographie en Israël – enjeu majeur pour la stabilité du Proche-Orient -
GPARISOF0104.doc

2. Identité de l'auteur:

Cdt (Air) Frédéric PARISOT

3. Date de rédaction:

01 avril 2001

4. Division/groupe:

A6

5. Nature du travail :

Mémoire de géopolitique dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique du Proche et
Moyen-Orient »

6. Synthèse du document:

Pour toute Nation, la démographie est synonyme de survie. Dans le cas d'Israël, créé de toutes pièces le 14 juin 1948, la composition initiale de sa population issue des différents courants de sa diaspora a profondément marquée les premières années d'existence du jeune Etat. L'immigration a permis d'assurer la croissance régulière de la population juive jusqu'aux grandes vagues du début des années 1990. Mais Israël a beaucoup changé depuis la vision sioniste des Pères Fondateurs. La société israélienne doit faire à de nombreux défis qui sont liés à la démographie avec des implications religieuses et politiques. La « guerre des berceaux » est ouverte et elle pourrait aboutir à la réduction, en proportion, de juifs en Israël même. Un défi que la société israélienne devra relever unie sous peine d'imploser sous la pression des tensions internes.

7. Mots clés:

Proche-Orient, démographie, Israël

La démographie en Israël

Enjeu majeur pour la stabilité du Proche Orient

Sommaire

Partie I:

Histoire de la démographie en Israël : les trois phases de l'immigration

Histoire de la diaspora et les Aliyah avant 1948

Evolution démographique entre 1948 et 1977 : immigration et croissance naturelle

les grands bouleversements de 1977 et 1989

Partie II:

Analyse de la démographie actuelle d'Israël et projections

La croissance naturelle

L'immigration

Les projections démographiques 2000 – 2048

L'inévitable dérapage dans la sphère politique : « le vote ethnique ».

Partie III:

Les enjeux de la démographie israélienne

Les implications politiques et religieuses

Le processus de paix

La globalisation de la société israélienne : quelle évolution ?

La démographie en Israël

Enjeu majeur pour la stabilité du Proche Orient

	Page
Introduction	5
Partie 1 : Histoire de la démographie en Israël : les trois phases de l'immigration	5
1.1. Histoire de la diaspora et les Aliyah avant 1948	6
1.1.1. Les Ashkénazes	6
1.1.2. Les Sépharades	8
1.1.3. Les Arabes	10
1.1.4. La répartition démographique initiale de l'Etat d'Israël et ses principes	10
1.2. Evolution démographique entre 1948-1977:immigration et croissance naturelle	12
1.2.1. Le comportement des Juifs après 1948	12
1.2.2. Les Ethiopiens	14
1.2.3. Le cas des Russes	15
1.2.4. Le drame des Palestiniens	16
1.3. Les grands bouleversements de 1977 et 1989	16
1.3.1. L'arrivée au pouvoir de la droite	16
1.3.2. La chute du mur de Berlin et ses conséquences	17
Partie 2 : Analyse de la démographie actuelle d'Israël et projections	17
2.1. Remarques générales sur la population d'Israël	17
2.2. La croissance naturelle	21
2.2.1. Taux de mortalité	21
2.2.2. Taux de natalité	22
2.2.3. Mariages mixtes	22
2.2.4. Espérances de vie	23
2.3. L'immigration	24
2.3.1. Evolutions récentes de l'immigration	24
2.3.2. Qui peut encore immigrer en Israël ?	25
2.4. Les projections démographiques 2000 – 2048	25
2.5. L'inévitable dérapage dans la sphère politique : « le vote ethnique »	28
Partie 3 : Les enjeux de la démographie israélienne	31
3.1. Les implications politiques et religieuses	31
3.2. Le processus de paix	32
3.3. La globalisation de la société israélienne : quelle évolution ?	33
Conclusion	39
Bibliographie	41
Annexe 1	43
Annexe 2	44
Annexe 3	45

Pour toutes les populations, la démographie est synonyme de survie. En ce qui concerne Israël, qui vient juste de fêter ses cinquante ans d'existence, les enjeux démographiques sont en toile de fond de tous les troubles impliquant l'Etat israélien, qu'ils soient internes (sociaux, politiques, religieux) ou externes (processus de paix, implication de la diaspora). Aujourd'hui, le peuple juif d'Israël représente, malgré les vagues récentes d'immigration provenant d'ex-URSS, 55% de la population contrôlée par l'Etat d'Israël, moins de 5% de la population totale du Proche et Moyen Orient à dominante arabe ou encore 1,6% du Proche et Moyen Orient dans son ensemble (Iran et Turquie inclus).

Dans l'état actuel de la politique israélienne, quel que soit le scénario envisagé, l'évolution démographique, qui repose sur la croissance naturelle et sur l'immigration nette, ne joue pas en faveur du jeune état d'Israël ; immigration qui a été, depuis 50 ans, le pilier de la croissance démographique du peuple juif. Mais les études le montrent unanimement, Israël est en voie de perdre « la guerre des berceaux ».

Afin d'analyser l'amplitude et les éventuelles conséquences des contraintes démographiques en Israël, nous retracerons rapidement les parcours des différentes composantes ethniques constituant aujourd'hui la population israélienne. Nous étudierons la situation actuelle au travers des paramètres fondamentaux de la démographie – immigration, taux de natalité, de mortalité, de mariages mixtes – et leur évolution prévue dans les cinquante années à venir. Enfin, nous tenterons de cerner les enjeux à venir pour la société israélienne avant de se risquer à proposer des futurs possibles pour un pays jeune, moderne par bien des aspects mais aussi en proie à des blocages et des tensions internes qui seront très difficiles à surmonter afin que la stabilité du pays et de la région soit préservée.

1 Histoire de la démographie d'Israël : les trois phases de l'immigration.

La création de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948, a été la concrétisation du rêve séculaire du peuple juif éparpillé dans le monde entier. L'histoire des Juifs a été marquée par de grands mouvements migratoires depuis plus de 4000 ans pour constituer ce qu'il est convenu d'appeler la diaspora.

Il est toutefois nécessaire de revenir sur l'histoire de cette diaspora pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui dans les luttes entre les différents courants au sein même de la population juive, dont les principaux courants sont les Ashkénazes et les Sépharades.

1.1 Histoire de la diaspora et les Aliyah¹ avant 1948.

L'histoire du peuple juif commence dans la Bible dont les origines sont décrites dans la Genèse. Les Juifs sont les descendants d'Abraham. Initialement installés en Palestine, ils en sont chassés en 586 avant J.C². et émigrent en direction de l'Afrique du nord, de l'Europe occidentale et de l'Asie centrale. On les retrouve plus tard sur l'ensemble du territoire romain. Du Vème au IIIème siècle avant J.C., la Babylonie se trouve être le principal foyer de peuplement et d'érudition juif. Ils y acquièrent une certaine autonomie et se spécialisent dans le commerce et le crédit d'argent.

1.1.1 les Ashkénazes

Le terme « Ashkenaz » signifie « Allemand » en hébreu et, par assimilation, les Ashkénazes regroupent tous les juifs venant d'Europe de l'Est. Leur histoire se construit au fur et à mesure des expulsions des pays où ils résident, tant sur le pourtour méditerranéen qu'en Europe de l'Ouest. Ainsi on peut rapidement résumer les grands mouvements avant le XIXème siècle.

Au Moyen Age, on retrouve les Juifs sur l'ensemble du monde chrétien comme en France, autour du bassin du Rhin, en Flandre et en Allemagne mais également aux Pays-Bas, en Italie et en Angleterre.

Les Ashkénazes ont un mode de vie assez stricte qui s'organise autour de valeurs fondamentales comme la famille, qui est sanctifiée depuis l'exil de Babylone, et l'instruction. C'est donc la cellule familiale qui garantit la transmission du judaïsme. Dans ce cadre, les mariages mixtes sont perçus comme un danger. L'instruction est également un élément permanent de la culture ashkénaze, essentiellement autour de la Bible³.

¹ Nom donné aux grandes vagues migratoires du peuple juif.

² Le premier temple est détruit par les Babyloniens en 586 avant JC, le second par les Romains en 70 après JC.

³ La Bible Hébraïque, dite Ancien Testament par les chrétiens, est composée de trois parties : la Torah, les Prophètes et les Hadiographes. La Torah comporte elle-même cinq livres : La Genèse (création du monde), l'Exode (sortie d'Egypte), Le Levitique (lois relatives aux prêtres), Les Nombres (dénombrements des Hébreux)

Pourtant, les expulsions successives de la part de chrétiens, comme en 1290 d'Angleterre ou plus tard au XIV^{ème} siècle de France, amènent les Ashkénazes à émigrer dans des régions où ils pensent subir moins de répressions de la part des catholiques. Après s'être établis en Allemagne vers le XV^{ème} siècle, les Ashkénazes se déplacent encore vers l'Est, en direction de la Pologne et de l'Ukraine, et créent un nouveau « centre de gravité » du monde ashkénaze où l'emploi du yiddish¹ devient un fait distinctif. En Pologne, les autorités encouragent la création d'une direction centralisée des immigrants juifs comme interface entre la communauté et le pays hôte.

Mais le début du XIX^{ème} siècle est marqué en Europe par la montée des nationalismes. Comme souvent les Juifs sont alors montrés du doigt et subissent des expulsions - Kiev en 1843 - et on assiste au retrait de leurs droits dans les pays d'Europe de l'Est. Certains Ashkénazes fuient alors vers l'Europe occidentale, notamment la France, où leurs droits sont encore respectés. La Révolution française a été salutaire pour de nombreux Juifs puisque, pour la première fois de leur existence, les Juifs disposent des mêmes droits que les autres citoyens. Pour ceux qui restent dans la zone russo-polonaise, une politique d'état antisémite se fait jour. Elle se concrétise par des pogroms² à partir de 1880, notamment en Russie. Ce sont plus de 2,5 millions de Juifs qui abandonnent l'Europe de l'Est entre 1880 et 1914.

Parallèlement, Théodore Herzl³ publie en 1895 « Judenstaat » (l'Etat juif) qui lance le mouvement sioniste et qui agira comme catalyseur pour tous les Juifs exilés dans le monde. Il crée en 1897 au cours d'un congrès à Bâle, le mouvement sioniste dont le programme est ainsi formulé : « Fonder en Palestine une patrie juridiquement assurée pour le peuple juif ». On peut aussi noter l'affaire Dreyfus, entre 1894 et 1906, qui confirme un large mouvement antisémite en Europe et qui a interpellé Herzl en tant que journaliste et en tant que juif. La déclaration Balfour de 1917⁴ reconnaît le projet sioniste et son droit à s'établir en Palestine. Pendant les premières années du siècle dernier vont se produire deux aliyah majeures : la première vers 1880 et la seconde entre 1905 et 1915.

et le Deutéronome (répétition de la Loi). Elle résulte d'un processus très complexe de formation, qui commence au milieu du X^{ème} siècle av. J.C. sous le règne de Salomon, comme une première version écrite des traditions orales semi-légendaires relatives aux origines du « peuple hébreu » et de ses institutions.

¹ Yiddish : langue constituée de quatre composantes, l'hébreu et l'araméen, les langues romanes, les parlers germaniques et les langues slaves. Elle est le reflet des migrations des ashkénazes à travers les siècles.

² Pogroms : émeutes accompagnées de pillages et de meurtres dirigée contre une communauté juive (Larousse).

³ Théodore Hertzl : journaliste viennois (1860 - 1904).

⁴ Le gouvernement britannique « envisageait favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ». Lord Balfour (1848 – 1930) était alors secrétaire d'état aux affaires étrangères.

A partir de la fin du XIX^{ème} siècle, la montée en puissance du « sionisme » sous l'impulsion de Théodore Herzl et des généreux membres de la diaspora juive¹, permet à la population juive dans le monde entier de trouver un but commun, même si c'est essentiellement sous impulsion ashkénaze que ce grand mouvement a été cristallisé, notamment par un soutien financier important entre 1890 et 1948. A partir de 1890, et parallèlement au mouvement sioniste, monte un sentiment anti-juif en Europe qui se concrétisera par des expulsions massives qui alimenteront les grandes vagues successives vers la terre promise au début du XX^{ème} siècle mais aussi, et surtout, vers les grandes villes de la côte Est des Etats-Unis. A cette époque, ce sont environ 10000 émigrants qui débarquent sur ce nouveau continent où ils trouvent rapidement des travaux de bas niveau et s'intègrent facilement à la fois grâce à une communauté soudée autour de leur « malheur » commun mais aussi par une abnégation au travail reconnue. Dès la deuxième génération, ceux qui travaillaient auparavant comme manœuvre possèdent le plus souvent leur entreprise et reprennent les occupations classiques des juifs européens que sont le commerce et le crédit d'argent.

Enfin, la deuxième guerre mondiale touchera principalement les Ashkénazes. En effet, A. Hitler orientera l'extermination des Juifs principalement sur les pays d'Europe. Ce sont près de 75% des juifs de Pologne, de Russie, de France et d'Allemagne qui seront tués ou portés disparus. Les Sépharades échappèrent dans une large mesure à la Shoah hormis les Sépharades des Balkans qui furent exterminés à 80%². Les Ashkénazes portent donc, lorsqu'ils créent l'Etat d'Israël une grande légitimité vis-à-vis des autres Juifs qui ont globalement moins souffert.

1.1.2 Les Sépharades

Le peuple sépharade représente, pour sa part, l'ensemble des Juifs d'Orient ; on les appelle d'ailleurs les « Orientaux », ce qui correspond à la traduction littérale de l'expression hébraïque « Mizrahim » utilisée en Israël. C'est au Moyen Age que se développent

¹ Le rôle joué par la philanthropie juive européenne pour l'occidentalisation des Juifs sépharades s'est traduite par la création en 1860 à Paris de l'Alliance israélite universelle. Elle dote le bassin méditerranéen d'un réseau d'écoles pour filles et garçons. En 1913, on compte 183 écoles sur une zone allant du Maroc à l'Iran représentant plus de 43000 élèves.

² Le désastre de Salonique fut l'un des plus terribles : 46000 des 56000 Juifs trouvèrent la mort.

véritablement les Sépharades, même si le mot « Sefarad » apparaît une seule fois dans la Bible où il est compris comme étant la péninsule ibérique. Aujourd'hui, les Sépharades rassemblent, dans une unité relativement artificielle, tout ce qui n'est pas ashkénaze.

Au Moyen Age, la culture sépharade rayonne largement depuis l'Espagne et le Portugal. Ces Juifs ont ainsi résisté à la poussée musulmane au VIIIème siècle et se sont bien intégrés à cette société : on a même parlé « d'un âge d'or maghrébin ». Ce sont encore une fois les catholiques qui mettent en place vers la fin du XIVème siècle la machine d'oppression contre les Juifs sous la houlette des dominicains et des franciscains. Le décret d'expulsion de 1492 représente l'aboutissement de ce processus. On estime entre 100000 et 150000 le nombre de Juifs sépharades qui se dirigent vers le Portugal, la Navarre, l'Italie, l'Empire Ottoman mais aussi l'Afrique du nord. C'est cette expulsion massive qui va souder la communauté sépharade pour les siècles suivants.

A l'époque contemporaine, on retrouve cette communauté concentrée principalement dans cinq régions : les Balkans, le Moyen-Orient, le Yémen, l'Iran et l'Afrique du nord, notamment au Maroc. Ceci explique pourquoi les Sépharades ont été relativement peu touchés par la Shoah pendant la deuxième guerre mondiale. Seuls ceux situés dans les Balkans furent très durement touchés.

Dans les années qui ont précédé la création de l'Etat d'Israël, l'émigration sépharade a été assez limitée. Les origines géographiques sont diverses et s'établissent comme suit :

<u>Origine</u>	<u>nombre</u>
Balkans	26000
Iran - Caucase	16500
Yémen	16000
Afrique du nord	2000
Total :	~60000 immigrants.

1.1.3 Les Arabes.

Présents en Palestine depuis des siècles, les Palestiniens ont largement fui la région dès les premières hostilités en 1948. Au XIX^{ème} siècle, la Palestine, province de l'Empire Ottoman, comprenait un faible nombre de Juifs : environ 24000 vers 1880. Ils représentaient alors environ 4,4% de la population à forte majorité musulmane. Une très large proportion des Arabes de Palestine (environ 700000 à 800000 réfugiés) ont été expulsés ou sont partis dans des camps répartis autour d'Israël entre Gaza, la Cisjordanie, la Jordanie et le Liban. En 1948, il en restait environ 150000 qui sont restés citoyens de l'Etat hébreu, soit environ 18% de la population du nouvel Etat.

1.1.4 La répartition démographique initiale à la création d'Israël en 1948.

Au total, la répartition démographique initial d'Israël est le reflet des grands mouvements d'immigration des siècles d'existence et de souffrances du peuple juif et de sa diaspora.

Les deux grandes familles juives, ashkénaze et sépharade, sont en quelque sorte rivales lorsqu'elles émigrent au début du XX^{ème} siècle. Les grands sacrifices imposés aux premiers pendant la seconde guerre mondiale les mettent en position de force en particulier en assurant la promotion du mouvement sioniste.

A sa création, le jeune Etat d'Israël est, à l'évidence, largement dominé par les Ashkénazes. En effet, les premiers grands responsables de l'Etat juif sont tous issus des populations juives d'Europe de l'Est. Ainsi, le premier président israélien Chaïm Weizmann est né en Biélorussie (Motyl) en 1874 et a longtemps résidé à Londres.

De même, David Ben Gourion¹, qui avait pour nom « David Green », est né à Plonsk (Pologne) en 1886. Il émigre vers la Palestine en 1907. Golda Meir, elle, est née à Kiev (Ukraine) et immigre en Palestine en 1921.

Le monopole des fonctions étatiques par les Ashkénazes ne reflète pourtant pas la répartition statistique de la population qui a composé initialement l'Etat d'Israël. Il y a

¹ David Ben Gourion est le fils d'un fondateur des « Amants de Sion » qui organise la première Aliyah juive en Palestine. Il devient journaliste du journal socialiste Ahdout (l'Unité) et signe ses premiers articles David Ben Gourion, du nom du leader du gouvernement juif indépendant au temps de la révolte contre Rome. Son premier livre sera Eretz Israël (le Pays d'Israël).

d'abord un réel déséquilibre entre Juifs au profit des Ashkénazes qui considèrent avoir porté à bouts de bras la construction et la mise en place de l'Etat d'Israël. Ils estiment également que les Sépharades n'ont pas un niveau d'études suffisant pour prétendre participer, au bon niveau, à l'élaboration des décisions politiques. Les Sépharades sont des Juifs peu éduqués et qu'il faut cantonner à des rôles d'exécutants. Cette distinction initiale continue à marquer encore aujourd'hui les relations entre Ashkénazes et Sépharades et alimente le ressentiment de revanche des seconds envers les premiers.

En plus des Juifs présents sur le territoire du nouvel Etat d'Israël, il y réside encore en 1948 quelques 150000 Palestiniens. Ils étaient environ 670000 quelques années plus tôt. Même si ils disposent, en théorie, des mêmes droits que les Juifs, ils n'ont pas, dans les faits, accès aux fonctions étatiques¹ et ne font pas leur service national au sein de Tsahal.

En termes d'immigration, l'Etat juif, qui ne dispose pas de constitution, a promulgué des lois fondamentales et notamment la « Loi sur le retour » qui autorise tout Juif, quelque soit son origine, à immigrer en Israël et à y être intégré. Ceci consiste à fournir à chaque immigrant un logement, un travail et le statut de citoyen de l'état d'Israël.

Enfin, dès 1948, est apparu, ce qui reste aujourd'hui un des traits marquants du fonctionnement politique d'Israël, la nécessité de construire une coalition pour assurer la survie du jeune Etat d'Israël. En particulier, David Ben Gourion a du céder vis-à-vis des ultra-religieux pour que certains jeunes issus de cette population ne fassent pas leur service militaire. Cet élément n'a toujours pas été remis en question mais crée une réelle discrimination entre certaines parties de la jeunesse israélienne.

Au total, la société qu'ont voulu créer les « pères fondateurs » d'Israël était celle d'un « Etat des Juifs ». Elle rassemblait autour d'une même idée, celle du sionisme, tous les Juifs, spoliés ou non, dans une sorte de famille élargie caractérisée par une histoire, une culture, une langue et une religion, sur une terre où ils pourraient vivre en paix. Les valeurs communes étaient la défense et la sécurité d'Israël, la recherche de la paix avec le monde arabe, la mise sur pied d'une société démocratique, pluraliste et tolérante, l'accueil des immigrants quel que soit leur origine.

¹ Ariel Sharon a donné, pour la première fois en mars 2001, un poste de ministre dans son gouvernement d'Union nationale à un non-juif Salah Tarif. Il est druze par sa religion, arabe par sa langue et israélien par sa nationalité.

Cette société reposait aussi sur l'entente et la coexistence, au sein de l'Etat, des modérés, laïcs et religieux. Ce « vivre-ensemble », sans être idyllique, avait pour maître mot la modération. Cette coexistence était concrétisée sur le plan politique dans l'alliance, apparemment sans failles¹, entre le parti travailliste Mapai (principal parti laïc) et le parti national religieux (PNR). De leur côté, depuis 1952, les ultra-religieux et les orthodoxes extrémistes ne participaient pas à la vie politique, retirés dans leurs ghettos.

1.2 Evolution démographique entre 1948-1977 : immigration et croissance naturelle.

La population juive au lendemain de l'indépendance, proclamée le 14 juin 1948, était d'environ 717000 habitants. Elle est aujourd'hui de plus de 6 millions sans prendre en compte les Palestiniens des territoires annexés ou occupés. Israël a connu un taux de croissance exceptionnellement élevé de l'ordre de 3,8% par an dont la moitié est due à l'immigration nette.

L'immigration est fondée sur « la Loi sur le retour » attribuant la nationalité israélienne à tout juif qui vient rejoindre le pays. L'installation des migrants en Israël est facilitée par l'importance des capitaux investis par les communautés de la diaspora, et notamment celle résidant aux Etats-Unis.

Après 1948, les guerres israélo-arabes sont à l'origine de la dégradation de la condition des minorités juives dans les pays arabes proches de la région (Yémen, Maghreb, Egypte). Les premières années 1980 marquent une rupture dans la dynamique migratoire israélienne. A plusieurs reprises, le bilan migratoire de la population juive devient négatif, notamment en raison des départs vers les Etats-Unis. A l'entrée de la décennie 90, Israël renoue avec une immigration qui rappelle le début de son histoire et renoue avec ses anciennes préoccupations : accueillir et intégrer des immigrants comme les Ethiopiens et les Russes.

1.2.1 Le comportement des Juifs après 1948.

Les Juifs installés initialement en Israël étaient donc répartis environ à volume égal entre Ashkénazes et Sépharades. L'immigration massive durant les années 50 et 60 a amené

¹ Cette alliance s'est maintenue jusque dans les années soixante-dix.

une forte diversification ethnique et une renonciation (dans les chiffres mais pas dans la répartition du pouvoir) à la suprématie des Juifs d'origine européenne. Le projet sioniste étant né en Europe, les Juifs européens composaient environ 90% des juifs qui ont émigré avant 1948 en Palestine. On y retrouve les grands foyers juifs, Polonais (40%), Allemands (12%), Russes (12%) et Roumains (10%), proches des fondateurs du sionisme. En outre, ces immigrants étaient souvent érudits et certains possédaient même des fortunes qui ont été mises à la disposition des créateurs d'Israël.

Les premières vagues ont été principalement composées de Polonais et de Russes : 25000 immigrants entre 1882 et 1903 puis 35000 entre 1904 et 1914. Au total, ce sont plus de 852000 Juifs européens de l'Est qui auront émigré en un siècle dont plus de 500000 depuis l'effondrement de l'ex-URSS. Leur insertion est, avant 1990, très bonne. Ils ont fui la révolution russe et les différents régimes autoritaires et, à la différence des immigrants du début du XXème siècle, veulent simplement changer de cadre et de niveau de vie.

La deuxième « ethnie » importante à émigrer vers Israël fut celle des Juifs marocains sépharades. Avant 1948, le Maroc comptait plus de 250000 juifs et constituait l'un des plus anciens groupes de la diaspora. Les années 1952 à 1964 ont vu près de 200000 Marocains émigrer vers Israël.

Immigration totale sépharade entre 1948 et 1998 :

<u>Origine</u>	<u>nombre</u>
Balkans	119300
Iran - Caucase	95000
Yémen	50500
Afrique du nord	381500
Moyen-Orient	175800
Total :	~ 822100 immigrants.

Parmi les Juifs, les Marocains se démarquent par une forte fécondité puisqu'elle se situe encore aujourd'hui à plus de 3 enfants par femme.

Les discriminations des premières années d'Israël se transmettent de génération en génération et ne s'estompent pas. D'après une étude réalisée par le Centre Adva de Jérusalem, en 1985, un salarié ashkénaze gagnait 1,7 fois plus qu'un sépharade (1,9 fois plus qu'un arabe). On parle aussi de « mépris culturel ». Ainsi, seuls cinq des huit cents pages du manuel d'histoire de terminale sont consacrées aux Sépharades.

L'intégration des Sépharades est plus difficile en raison, notamment, de leur faible niveau d'éducation (en comparaison des Ashkénazes). A titre d'exemple, seuls 7% des adultes marocains (et des immigrés d'Afrique du Nord et d'Asie en général) ont fréquenté l'université contre plus de 22% des Juifs d'origine européenne. Le personnel scientifique et académique représente 4% des actifs d'origine « orientale » contre 15% des Européens. Cette répartition ne permet pas aux orientaux d'avoir accès aux technologies sophistiquées et entraîne une marginalisation des Orientaux qui sont maintenus dans des travaux de bas niveau. C'est ce qui les a amenés en 1959 à se révolter et à s'attaquer aux sièges de deux symboles du pouvoir ashkénaze, la centrale syndicale Histadrout et le parti socialiste Mapai. En 1970, cette révolte s'est traduite par la création du mouvement des « panthères noires » qui s'opposa à l'installation des premières colonies juives ashkénazes en Cisjordanie.

1.2.2 Les Ethiopiens

Une troisième communauté a permis d'ébranler la mainmise des Européens sur l'Etat d'Israël. Les Ethiopiens, aussi appelés « Falashas », ne sont pas très nombreux. On en comptait 58000 en 1995. Mais leur importance est plutôt symbolique. En effet, même si Israël était sensé accueillir tous les Juifs du monde, comme le rappelle la « loi sur le retour » dans son article premier, l'intégration de cette minorité n'a pas été aisée. Avant 1980, les premiers Ethiopiens n'avaient pas reçu la nationalité israélienne et n'avaient donc pas pu bénéficier des avantages de la loi sur le retour. Pourtant, Israël organisa en 1984-1985 un premier pont aérien pour rapatrier quelques 7000 Falashas, ce fut l'opération Moïse. Cet « exploit » a été renouvelé en 1990 par l'opération Salomon qui permit cette fois le transfert de 15000 Ethiopiens vers Israël. Mais cette vague fut submergée par l'arrivée plus que massive des émigrés venant d'ex-URSS.

Ces groupes présentent des difficultés d'intégration car ils s'isolent dans leur culture et leurs coutumes.

1.2.3 Le cas des Russes

Alors que l'immigration initiale en Israël n'amenait pas à le faire, les spécialistes, comme ceux du Central Bureau of Statistics (organisme gouvernemental responsable des statistiques en Israël), séparent de plus en plus les Juifs d'origine ashkénazes des Russes. Les Russes constituent de plus en plus une ethnie particulière dotée de spécificités, se réunissant autour d'autres valeurs que la seule terre, comme ce fut le cas pour le mouvement sioniste. Ils parlent le russe et non l'hébreu, ils ne pratiquent que très peu la religion, ils n'interdisent pas les mariages mixtes et, enfin, se regroupent autour de deux partis ethnico-religieux : le Yisrael Ba' aliyah et le Yisrael Beitenu qui regroupent 10 députés à la Knesset (qui en compte 120).

Contrairement aux Orientaux, les Russes qui immigreront en Israël disposent d'un bagage scientifique qui leur permet de rapidement s'intégrer dans la société. On estime que 75% des immigrants venant de Russie sont hautement qualifiés, scientifiques, ingénieurs, architectes, techniciens, médecins ou encore infirmières. Même si l'Etat d'Israël a tout fait pour intégrer cette énorme population arrivée en quelques années¹, il semble que la dernière vague des années 1989-1994, la plus nombreuse, ait créé un changement de fond dans la société israélienne. En effet, la politique d'intégration par fusion, très marquée par le sionisme, a considérablement changé en raison du poids financier de l'intégration de tous les immigrants. C'est ainsi que certains députés avaient demandé à la Knesset de plafonner le nombre de personnes autorisées à immigrer, d'autres une réduction de l'indemnité qui leur était accordée.

Aussi cette population russe a opté pour la solidarité et s'est concentrée autour des familles, des amis ou parents éloignés. Ceci débouche sur la formation d'une nouvelle ethnicité liée à une culture russe voire même à un passé soviétique ou ex-soviétique et aux difficultés communes à s'adapter à une nouvelle existence.

Dans les projections démographiques, le nombre de Russes passerait 576000 en 1995 à 1,1 million en 2020 soit 16,5% de la population totale.

¹ Cette immigration représente près de 10% de la population totale : à titre de comparaison, cela aurait représenté plus de 5 millions d'immigrés en moins de 30 mois si cette immigration avait eu lieu en France.

1.2.4 Le drame des Palestiniens

Initialement majoritaires en Palestine, les Palestiniens se sont rapidement retrouvés face à d'importantes vagues d'immigration de Juifs venant de toutes les régions du monde. Au sortir de la seconde guerre mondiale, les Arabes sont environ 1,3 million face à 630000 Juifs. Mais seulement 150000 Palestiniens sont alors considérés comme des Arabes israéliens ou encore des « Palestiniens de 1948 ». Le taux d'environ 16% de la population d'Israël s'est maintenu au cours des années. Ceci est principalement dû à l'exceptionnelle natalité, à défaut d'une immigration quasi nulle. Contre cette démographie constitue d'ailleurs l'un des soucis lancinants des autorités juives, toutes tendances politiques confondues. Malgré les appels des autorités à procréer pour gagner « la guerre des berceaux », c'est essentiellement par une immigration massive (2,5 millions de juifs entre 1948 et 1995) qu'Israël a réussi à empêcher la balance démographique de pencher du côté arabe. Mais les arabes représentent aujourd'hui près d'1 million d'Israéliens soit 16% de la population. La croissance de la communauté arabe de 3,5% par an est essentiellement due à sa croissance naturelle.

1.3 Les grands bouleversements de 1977 et 1989

1.3.1 1977 : L'arrivée au pouvoir de la droite.

L'année 1977 peut être considérée comme un tournant dans l'histoire politique d'Israël, comme le symbole de la cristallisation identitaire des Sépharades contre l'omniprésence des Ashkénazes au sommet du pouvoir du jeune Etat d'Israël. Pour la première fois, le vote sépharade, principalement représenté par le parti Agoudat Israel, s'est majoritairement exercé en faveur du Likoud (Parti de droite nationaliste) et a défait la coalition formée autour des travaillistes, au pouvoir depuis près de 30 ans. Ce revirement s'est réalisé moyennant des avantages financiers exorbitants et la promesse de lois de coercition religieuses. Ce changement a eu des effets considérables dans la société israélienne puisqu'il change les schémas traditionnels d'approche de l'immigration passant d'une politique « assimilationniste » à une orientation pluraliste faisant de la société israélienne une « composante de fragments diversifiés culturellement et inégaux sur le plan socio-

économique »¹. Mais la trop grande épaisseur des strates de la société a empêché l'assimilation souhaitée par les pères de la Nation.

1.3.2 La chute du mur de Berlin et ses conséquences

La chute du mur de Berlin et l'ouverture des frontières des pays d'ex-URSS a permis de libérer nombres de Juifs d'origine russe qui composaient une des diasporas les plus importantes et de permettre leur émigration vers Israël. L'ampleur, qui a été globalement décrite précédemment², a de quoi surprendre.

Que sont venus chercher les Russes en Israël ? Peu d'entre eux sont très proches du mouvement sioniste. Certains parlent plus « d'eldorado », de nouvelle vie loin des contraintes engendrées par le régime communiste. Israël est le seul pays juif du monde où, de plus, la loi garantit encore une intégration totale³ (famille, travail, nationalité) et qui est le pays le plus riche de la région avec un PIB par habitant⁴ équivalent aux grandes Nations occidentales et largement supérieur à celui de ses voisins immédiats.

Cette arrivée massive a été un véritable « challenge » pour le gouvernement israélien et explique, par les efforts consentis par la société, le ressentiment des Sabra⁵ envers ces arrivants tardifs qui ponctionnent une très grande masse de finances sur le budget de l'Etat, budget qui n'est pas engagé ailleurs pour le bien-être de ceux arrivés auparavant.

2 Analyse de la démographie actuelle d'Israël et projections

2.1. Remarques générales sur la population d'Israël

Avec le recul d'un demi siècle, l'objectif d'intégration nationale par fusion qui supposait la dilution des identités d'origine a été un échec. Les mobilisations communautaires (sépharades, russes, Arabes israéliens) n'ont pas permis aux Pères Fondateurs ashkénazes de

¹ Danielle Storper Perez « l'impérialisme de la fonction : l'approche fonctionnaliste du phénomène migratoire ».

² On trouvera en annexe le détail, mois par mois, des immigrants d'origine russe en Israël entre 1990 et 1998.

³ Les conditions d'intégration sont généreuses : pécule distribué à l'arrivée en Israël, prêts immobiliers à taux réduits et des priorités à l'embauche.

⁴ PIB \$/hab en 1995 : Israël 16500 ; Syrie 5300 ; Liban 4800 ; Russie 4500 ; Biélorussie 4200 ; Jordanie 4000 ; Egypte 3800.

⁵ « Sabras » : israéliens nés de parents eux-mêmes nés en Israël

créer, comme l'appelle Alain Dieckhoff¹, « l'homo israelicus », qui aurait été la synthèse de toutes les tendances juives autour de l'idée d'une identité nationale forte, le sionisme.

Israël a été construite par un groupe-pilier d'Ashkénazes d'Europe centrale. Aujourd'hui, les autres groupes, sépharades et ultra-orthodoxes, tentent de se positionner par rapport à ce groupe dominant, notamment par des considérations démographiques qui débordent largement dans la sphère politique.

La population actuelle d'Israël est d'environ 6 millions d'habitants². La population juive est passée de 717000 habitants en 1948 à près de 5 millions aujourd'hui soit une croissance au taux exceptionnel de 3,8% par an dont la moitié est due à l'immigration nette. De son côté, la population palestinienne d'Israël comptait quelques 156000 rescapés en 1948 pour 900000 aujourd'hui. La croissance est identique à celle de la population juive dans l'absolu mais celle-ci est uniquement due à la croissance naturelle.

Ainsi, en l'an 1999, on comptait environ :

4785000 juifs	soit	79,2%
900000 musulmans		14,9%
126800 chrétiens		2,1%
96600 druzes		1,6%
126000 sans affiliation religieuse déclarée.		2,1%

La répartition par origine géographique est la suivante :

	1960	1999
nés en Israël	38%	63%
nés en Europe/Amérique	34,8%	25,1%
nés en Afrique/Asie	27,4%	11,7%

En termes « d'ethnicité », la répartition dans la population de confession juive est la suivante :

¹ Alain Dieckhoff est chercheur au CNRS et maître de conférences à l'IEP de Paris.

² Population totale hors Palestiniens des territoires occupés et annexés mais comprenant les Juifs des colonies de peuplement.

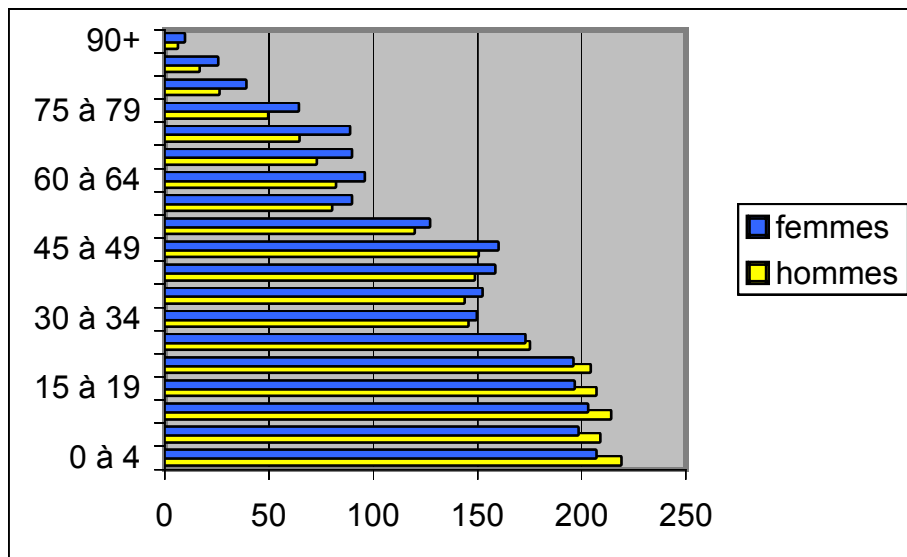
	1960	1980	1999
Sabra	5,5%	15,9%	26%
Ashkénazes	52,1%	40%	40,1%
Sépharades	42,3%	44,1%	33,9%

Une autre outil classique de représentation des populations est celle de la pyramide des âges. Il permet d'apprécier avec fidélité les caractéristiques des époques passées et porte l'empreinte de l'histoire. Etant à la charnière entre le passé et le futur, la pyramide des âges offre une image des devenirs possibles.

Une pyramide des âges vieillie laisse attendre, à comportement inchangé, un nombre de décès élevé et un nombre de naissances bas ; inversement, une pyramide jeune tend à induire un accroissement naturel important, tout au moins pendant quelques décennies. Israël et ses populations juives et non-juives nous offre un bel exemple des deux types.

Répartition par âges, sexes et religions actuelle de la population d'Israël.

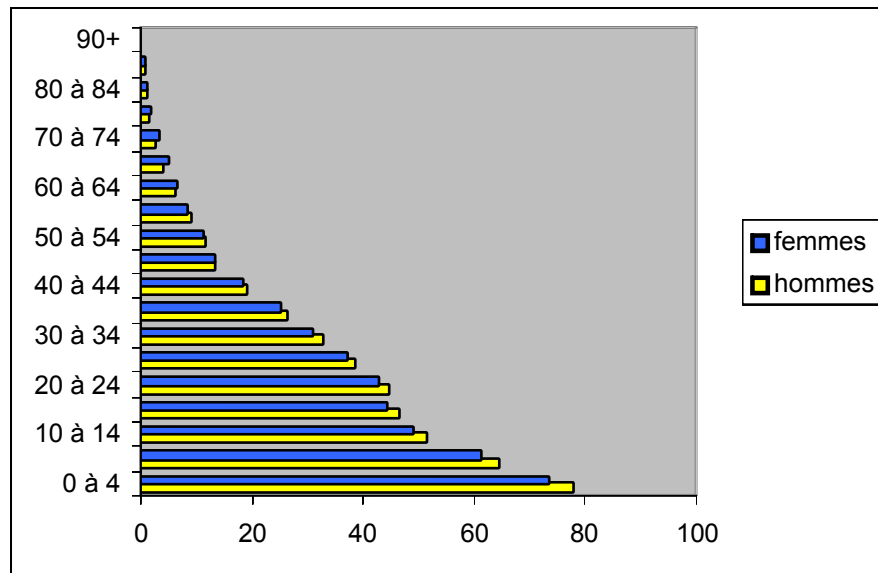
Diagramme 1 : Population de religion juive (en centaine de milliers) :



Cette pyramide révèle que la population juive a subi de nombreux changements au cours de son histoire. Elle présente deux « creux » : le premier (génération 1940-1950) correspond aux enfants des premiers immigrants arrivés en Israël. L'insécurité qui a marqué les premières années d'existence n'a pas favorisé la fécondité ; le second creux correspond à

la période troublée des années 1960 marquées par les conflits de 1956 et 1967. Depuis que la paix a été signée avec l’Egypte (1979), la fécondité a repris sans pour autant assurer une croissance naturelle suffisante pour contrebalancer une immigration qui s’essouffle et qui laisse présager à long terme une diminution de la population juive.

Diagramme 2 : Population de religion musulmane (en centaines de milliers) :



Cette pyramide est caractéristique d’une population jeune à forte fécondité. Son rétrécissement est rapide dénotant une espérance de vie faible (pour les anciennes générations). Les statistiques actuelles montrent que les populations non-juives ont une espérance de vie quasi équivalente à celles de religion juive, preuve que la société israélienne donne à chacun les mêmes chances en ce qui concerne les conditions d’accès aux soins.

Tableau 1 : Répartition actuelle par tranches d’âges de la population d’Israël.

Age	Juifs	Non-juifs
0 – 14 ans	28,8	41,3
15 – 64 ans	59,7	55,6
+ de 65 ans	11,5	3,1

Ce tableau permet de mettre en évidence deux éléments essentiels dans l’analyse démographique d’Israël. Il s’agit de la proportion de jeunes et de vieux dans la population. La

répartition de la population de religion juive est semblable à celle d'une population occidentale avec une augmentation régulière de l'espérance de vie et une natalité qui ne permet pas de renouveler la population sur le moyen terme. Ces éléments permettent d'anticiper une diminution de la population de religion juive si l'immigration ne vient pas contrebalancer la baisse de natalité.

Deuxième point, la population de religion musulmane est beaucoup plus jeune. Elle assure sur le long terme une augmentation régulière de la population. La « platitude » de la base de la pyramide montre une très forte natalité. En revanche, le poids de la classe 0 – 14 ans sur le reste de la société sera difficile à supporter pour une classe sociale qui dispose de revenus limités, ce qui est synonyme de paupérisation.

Au total, l'élément le plus important est que même si la population juive est globalement largement majoritaire en Israël, ce sont les Arabes qui le sont chez les moins de 25 ans. Cette dernière donnée influence les formes de mobilisation et d'affrontement.

2.2. La croissance naturelle

La croissance naturelle est la résultante d'un ensemble de facteurs tels que les taux de mortalité, de natalité ainsi que les taux de mariages mixtes qui permettent d'anticiper la « dilution » des religions entre elles.

2.2.1 Taux de mortalité

La mortalité pèse plus lourdement sur les populations juives. En effet, étant principalement composé d'immigrés, la population juive est déstructurée en comparaison de celle non-juive dont la croissance repose essentiellement sur la fécondité. Concernant la mortalité infantile, les non-juifs sont plus touchés que les juifs. Entre 0 et 1 an, la mortalité est double chez les non-juifs ; elle est triple pour les enfants entre 1 et 4 ans. Dans cette catégorie, les filles sont plus touchées que les garçons. En revanche, il n'y a pas de mortalité maternelle excessive (directe ou indirecte) chez les non-juifs malgré une fécondité largement supérieure.

2.2.2. Taux de natalité

Les ultra-orthodoxes sont « ultra-féconds ». La moyenne est de l'ordre de 7,6 enfants par femme. Mais cette fécondité est plus élevée et en moindre diminution chez les Sépharades que chez les Ashkénazes.

Il est nécessaire d'entrer dans le détail en fonction de la religiosité : les ultra-orthodoxes, qui représentent environ 7% de la population juive, ont une fécondité remarquable de 6,4 enfants par femme en moyenne. La progression depuis les années 80 est simplement effarante : pour les Sépharades, elle passe de 4,6 enfants par femme à 7,2 aujourd'hui ; de même, les Ashkénazes ultra-orthodoxes sont passés de 6,9 à 7,8 enfants par femme durant la même période. Les projections démographiques entérinent cette « performance » puisque la part des ultra-orthodoxes passera de 7% de la population juive aujourd'hui à 11% en 2020 et 17% en 2050.

Les orthodoxes, pour leur part, qui composent aujourd'hui environ 18% de la communauté juive en Israël, ont une fécondité plus faible de l'ordre de 4,4 enfants par femme. Elle permettra aux orthodoxes de représenter 21% de la population juive d'Israël en 2020 puis 24% en 2050.

Enfin, les laïcs et les religieux modérés qui représentent 75% des Juifs d'Israël ont une fécondité (2,4 enfants par femme) qui permet tout juste le renouvellement de sa communauté, mais sa part relative diminuera sensiblement dans les 50 années à venir, passant à 68% en 2020 puis 59% en 2050.

Dans le sud d'Israël, on atteint même un record mondial dans la communauté maghrébine d'Israël avec 10 à 12 enfants par femme.

2.2.3. Mariages mixtes

Les mariages mixtes ne sont pas officiellement interdits. En Israël, ils sont pratiquement nuls entre les Juifs et les membres des autres religions. Entre coreligionnaires, les mariages entre les différentes origines (sépharades, ashkénazes, etc.) existent, même si il y a peu de statistiques dans ce domaine. Néanmoins, il semble que les Sépharades soient les moins enclins à se marier avec des personnes d'autres communautés. 46% des hommes et 51% des femmes sépharades ont un mariage mixte.

Concernant les autres communautés, les mariages mixtes s'établissent autour de 55% sauf pour les ultra-orthodoxes et les Russes pour qui ce taux est beaucoup plus faible. Ceci est

le reflet des tendances d'interprétation de la religion, les laïcs (surtout ashkénazes) étant plus enclins à opter pour un mariage où la religion ne tient pas une place primordiale. Cette pratique est largement plus répandue dans la diaspora qui se trouve, souvent depuis plusieurs générations, plongée dans la population d'accueil.

Certains parlent même, si ces mariages mixtes se poursuivent, d'une « nouvelle Shoah » pour le peuple juif.

2.2.4. Espérances de vie.

L'espérance de vie de la population juive est à peine supérieure à celle des non-juifs. En revanche, elle se distingue notablement des autres pays qui entourent Israël. En effet, hormis le Koweït où l'espérance de vie est de 75 ans (record des pays arabes), Israël devance les autres pays du Moyen-Orient d'une bonne dizaine d'années. L'espérance de vie est également en progression constante depuis 25 ans, au même rythme dans toutes les communautés. Ceci est la preuve que toutes les catégories de la population israélienne ont accès aux soins fondamentaux et que l'intégration des immigrants a été réussie. Elle prouve, enfin, qu'Israël dispose d'un savoir-faire médical moderne au niveau des nations occidentales.

Années	Juifs		Non-juifs	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1975-79	71,7	75,3	69,2	72,0
1980-84	73,1	76,5	70,8	74,0
1985-89	74,1	77,8	72,7	75,5
1990-94	75,6	79,7	73,5	76,6
1995-99	76,5	80,5	74,0	77,4

Au total, concernant la croissance naturelle en Israël, la fécondité moyenne des Juifs se trouve aujourd'hui à environ 2,5 enfants par femme après être passée par un maximum en 1983 (3 enfants par femme). Cette moyenne ne reflète pas les disparités entre les groupes composant les Juifs. Les Sépharades restent les plus féconds avec 3,2 enfants par femme, puis viennent les Juifs nés en Israël avec 2,7 enfants par femme, puis les Ashkénazes avec 2 et enfin, les Russes avec 1,7 enfant par femme.

L'augmentation rapide de la population non-juive est principalement due à une croissance naturelle élevée, près de trois fois supérieure à celle des Juifs (30 pour 1000 contre 11 pour 1000).

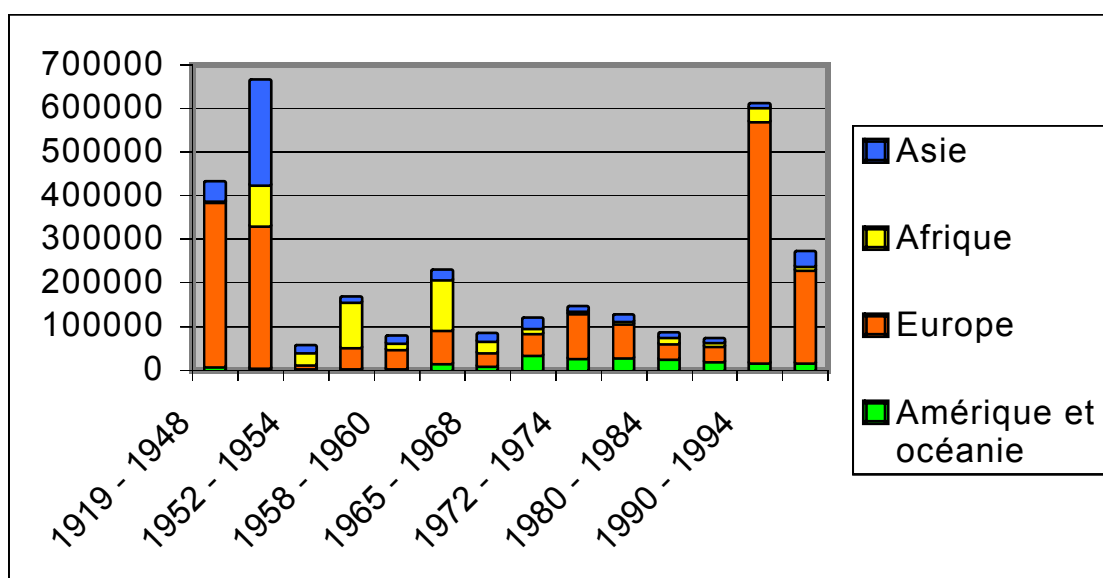
2.3. L'immigration

L'immigration a toujours été la base de l'augmentation du nombre d'habitants de religion juive en Israël. Pour les non-juifs, l'immigration est marginale chez les chrétiens et quasiment nulle chez les musulmans.

2.3.1. Evolutions récentes de l'immigration

Le grand rush des années 1990 a provoqué un profond déséquilibre de la société israélienne. Entre 1990 et 1998, environ 880000 immigrants se sont installés en Israël. Parmi eux figuraient une très grande majorité des Russes (environ 750000) qui ont quitté l'ex-URSS ou la Russie l'ont fait non pas dans le même but que les premiers sionistes mais pour véritablement changer de vie. Il est à noter que nombre d'entre eux ont de nouveau émigré vers l'Europe ou les Etats-Unis, n'ayant pas trouvé en Israël leur idéal de vie. Etant particulièrement cultivés, les immigrants d'ex-URSS ne pouvaient occuper les emplois laissés vacants par les Palestiniens émigrants ou expulsés. Le reste des immigrants sont essentiellement d'origines asiatique et, dans une moindre mesure, d'Afrique.

Diagramme 3 : Immigration totale en Israël depuis 1919



2.3.2. Qui peut (ou veut) encore immigrer en Israël ?

Il semble désormais acquis que l'immigration ne jouera plus le rôle qu'elle a eu par le passé dans l'évolution démographique israélienne. En effet, les grandes vagues d'immigration ne devraient plus se reproduire pour plusieurs raisons : d'une part, il n'y a plus d'endroits dans le monde où les Juifs sont opprimés et ceux de la diaspora, notamment en Europe de l'Est, qui voulaient émigrer vers des cieux meilleurs l'ont déjà fait ; d'autre part, le thème du retour vers la terre promise, « Eretz Israël », et le mouvement sioniste n'ont plus le même écho dans la diaspora juive actuelle. Celle-ci est très largement établie et intégrée dans les pays où elle réside depuis souvent plusieurs générations et ses membres font souvent partie des notables.

La nouvelle immigration est marquée par l'arrivée de non-juifs qui viennent aujourd'hui des pays asiatiques ou d'Europe balkanique. Ce sont principalement des Thaïlandais et des Roumains dont le nombre est d'environ 80000 depuis 10 ans. Ils viennent parfois également de pays en voie de développement (Colombie, Pérou, Brésil, Ghana ou Nigéria), ils sont souvent clandestins et constituent une main d'œuvre utile après le départ et l'expulsion des Palestiniens. D'après les données statistiques officielles du gouvernement israélien, les Roumains sont souvent employés dans le secteur du bâtiment ; les Thaïlandais, eux, remplacent les Palestiniens dans le secteur agricole.

Si certains immigrer officiellement en Israël, un grand nombre y reste de façon illégale. On estime à environ 114000 le nombre de personnes restées en Israël à l'expiration de leur visa, les « visa overstayers » ; environ 47000 viennent de pays en voie de développement.

2.4. Projections démographiques

Les projections démographiques proposent trois variantes qui prennent des hypothèses différentes concernant les deux principaux aspects de la démographie : la fécondité et l'immigration.

La version « haute » :

Une version dite haute qui présume que la fécondité restera constante pour tous les groupes ; l'immigration nette (hors Palestiniens) restera positive mais en légère diminution dans le temps. Enfin, la mortalité sera en baisse pour tous les groupes (hypothèse retenue pour toutes les variantes). Selon ce schéma, la population israélienne devrait atteindre 9,1 millions d'habitants en 2020.

La version « moyenne » :

Une version moyenne prend comme hypothèse une fécondité en diminution sensible chez les Musulmans, moins forte chez les Druzes, légère chez les Juifs et les chrétiens. Concernant les personnes sans religion et les immigrants d'ex-URSS, la fécondité serait en augmentation. L'immigration nette serait toujours positive mais en plus grande décroissance que dans la version haute. Dans cette hypothèse, la population d'Israël attendrait 8,3 millions d'habitants en 2020.

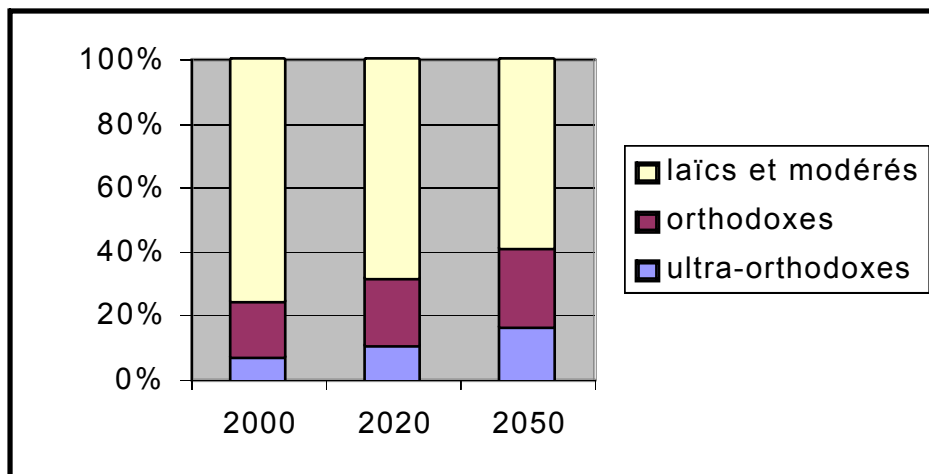
La version « basse » :

Enfin, une version basse prévoit une baisse de la fécondité sous le seuil de remplacement (2,12 enfants par femme) pour tous les groupes, juifs et non-juifs. L'immigration nette serait positive dans un premier temps puis négative à terme. La population d'Israël attendrait alors 7,8 millions d'habitants.

Selon les spécialistes, c'est la version moyenne qui a le plus de chances de se produire. Venant des Israéliens eux-mêmes, c'est un tabou sociétal qui tombe. En effet, c'est la première fois que des officiels israéliens envisagent que la croissance naturelle de la population devienne prépondérante sur l'immigration qui est, depuis 1948, le fondement même de la prédominance des Juifs sur les non-juifs. L'immigration a permis de maintenir un taux de 5 à 8 Juifs pour un non-juif. Sans celle-ci, ce taux serait aujourd'hui de deux Juifs pour un non-juif. Chez les Juifs, les orthodoxes et les ultra-orthodoxes devraient parvenir à contrebalancer la faible fécondité des laïcs. Mais il semble que ces estimations soient (volontairement ?) surévaluées ; en effet, les Israéliens auraient autant d'enfants que ce que prévoient les Nations Unies pour la Syrie et leur fécondité dépasserait celle de la plupart des pays de la région (Egypte, Algérie, Tunisie, Liban, Turquie). De son côté, la fécondité des musulmans devrait baisser pour atteindre 3,5 enfants par femme (contre, en théorie, 2,3 pour

les Israéliens vers 2015). Encore une fois on peut mettre en doute cette supposition car depuis deux décennies la fécondité des Arabes n'a pas baissé et on imagine mal pourquoi dans les deux prochaines elle baisserait de façon aussi importante. Il semble donc que, même si une partie du voile a été levé, les projections démographiques israéliennes ne soient pas tout à fait réaliste, essentiellement pour des raisons politiques.

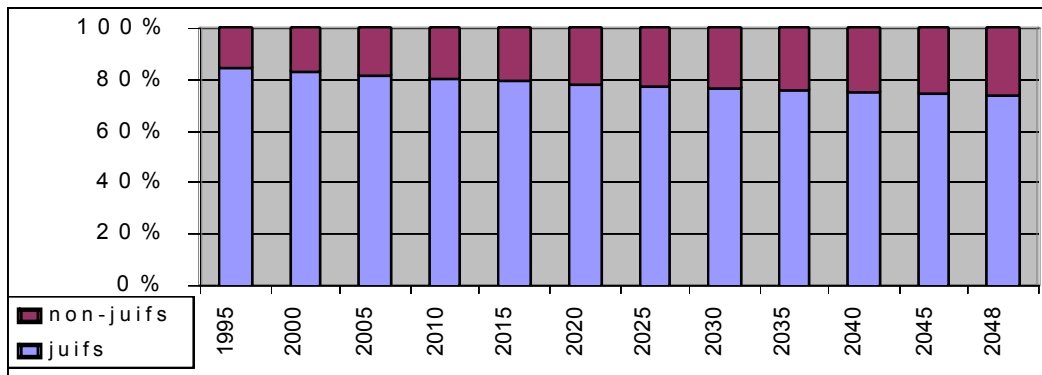
Diagramme 4 : évolution de la répartition entre laïcs et religieux dans la population juive (estimée) jusqu'en 2050.



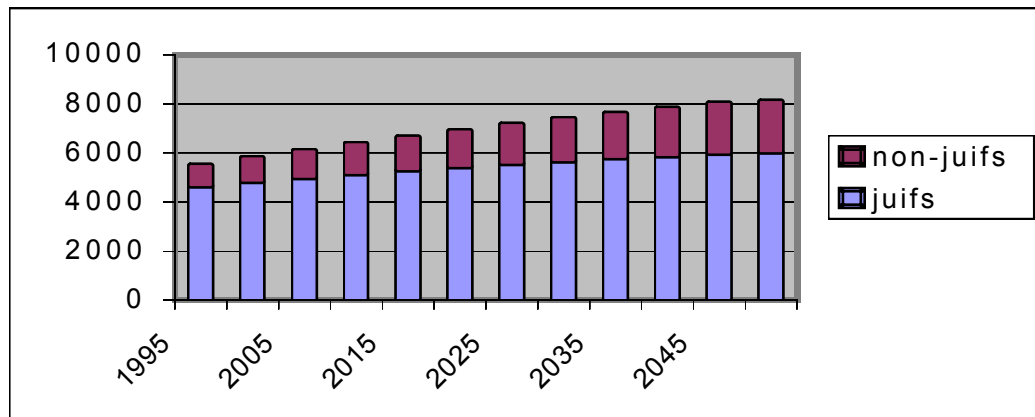
En conclusion, les Arabes israéliens, qui n'émigrent guère et dont les taux de natalité ne diminuent plus depuis plusieurs années, pourraient d'ici quelques années gagner une dizaine de points de pourcentage et dépasser le quart de la population avant 2050, grâce à un taux de croissance naturelle environ 3 fois supérieur à celui des Juifs. Israël risque de perdre la « bataille des berceaux ».

La répartition des groupes ethniques au sein de la population juive elle-même se modifie. Les Européens et leurs descendants au sens large constituent aujourd'hui toujours plus de 35% de la population. Les Russes pourraient bien connaître une stagnation voire une régression dans les années à venir en raison d'une faible natalité, d'une diminution importante de l'immigration et d'un manque d'homogénéité car il existe des spécificités nationales à l'intérieur même de cette ethnie – russes, ukrainiens, biélorusses ou encore asiatiques ; enfin, les Sépharades constituent environ 35% de la population totale.

Diagramme 5 et 6 : Proportion de juifs et de non juifs dans les projections démographiques officielles israéliennes (version moyenne évoquée plus haut).



En terme de pourcentage,



2.5. L'inévitable dérapage dans la sphère politique : « le vote ethnique ».

En Israël, les problèmes démographiques se raccrochent inévitablement à une lutte politique. La société israélienne est traversée par de très profonds clivages, des fractures essentielles, des désaccords existentiels : Juifs et Arabes, Sépharades et Ashkénazes, anciens et nouveaux immigrants, riches et pauvres, sociaux-démocrates défendant l'Etat - providence et capitalistes sauvages, faucons ultra-nationalistes et colombes pacifistes.

Ainsi, une des plus graves fractures qui apparaît dans la société israélienne est celle qui sépare le monde religieux (toutes tendances confondues) du monde laïque, non religieux. Chaque ethnie ou groupe, évoqué précédemment, s'identifie précisément à des partis politiques. La structure politique israélienne est fondée sur la stricte proportionnalité ce qui

permet à tout parti qui réalise plus de 1,5% des voix d'entrer à la Knesset. Or, depuis 1948, aucun des deux grands partis politiques (le Likoud et le parti Travailleiste) n'a jamais pu obtenir seul la majorité absolue à la Knesset (soit 61 sièges). Ainsi, traditionnellement, ce sont les « petits partis », dont le nombre se développe régulièrement, qui forment des coalitions avec un des deux grands partis¹. Ces partis ont pris pour habitude d'obtenir, en contrepartie de leur soutien politique, des subventions afin d'alimenter leurs réseaux d'institutions religieuses, sociales ou éducatives ainsi que des portefeuilles de ministres².

C'est ainsi qu'à chaque élection, les ténors des deux grands partis tentent de séduire les petits afin de se rallier leurs voix³. On a même vu M. Barak présenter des excuses aux Orientaux pour les négligences passées du parti Travailleiste (de tendance idéologique ashkénaze) envers leur communauté depuis 1948.

Le paysage politique, faisant l'objet de l'annexe 2, est complexe. Il comporte deux grands partis et une multitude de partis représentants des intérêts de groupes particuliers, religieux ou non. On peut noter que des partis représentent aussi les arabes d'Israël.

Ainsi à droite, on retrouve :

- Le Likoud, principal parti de droite,
- Le Parti National Religieux « Mafdal⁴ » qui se rapproche de plus en plus de la droite après s'être rallié au départ au mouvement sioniste : 6 sièges à la Knesset actuellement⁵.
- Des partis d'extrême droite tel que Tehya, Zeevi Moledet ou encore le Tsomet.

Parmi les partis ultra-orthodoxes, on peut citer :

¹ Cf. annexe 3 : étude de la composition de la Knesset depuis 1977.

² le gouvernement a toujours comporté un ministère responsable des affaires religieuses doté d'un copieux budget. Partagé autrefois entre deux partis (le Parti National Religieux de tendance sioniste et le parti Travailleiste), il voit aujourd'hui une forte présence du Shas. L'enjeu est considérable car le ministère gère les institutions juives et non juives, contrôle le fonctionnement des conseils religieux locaux qui ont la charge des synagogues, de l'observance du shabbat, il s'occupe, enfin, des enterrements et des cimetières.

³ Dans l'accord de coalition de juin 1996, M. Netanyahou s'était engagé à faire adopter par le Parlement une loi établissant le monopole orthodoxe en matière de conversion, de mariage ou de divorce, mais aussi excluant les représentants des courants réformés et conservateur des conseils religieux locaux. De même, Ariel Sharon a du promettre de proroger pendant deux ans, l'exemption de service militaire pour les jeunes dans les écoles religieuses pour rallier le Shas à sa coalition d'Union nationale formée en mars 2001.

⁴ Le Mafdal contrôle la prestigieuse université de Bar Ilan à Tel Aviv. L'assassin de M. Rabin en 1995, Ygal Amir, y étudiait.

⁵ Le Mafdal est à la tête des ministères de l'éducation nationale (riche en budget, personnel et en influence idéologique) et des transports.

- *Agoudat Israël*, qui fait partie de coalitions depuis la création d'Israël et se raccroche à un des grands en fonction des élections. Après avoir participé aux gouvernements travaillistes de Ben-Gourion, les dirigeants de ce parti ont quitté la coalition en 1952 pour manifester leur opposition au projet de conscription des jeunes filles. La communauté des « hommes en noir » n'a cessé de croître en raison notamment de familles très nombreuses, de mariages précoces et d'un nombre réduit de divorces.
- Le parti du « Judaïsme Unifié de la Torah : Yaadout Hatorah » : courant proche des Ashkénazes.
- La parti d'Union des Sépharades observant la Torah : le Shas¹ (issu d'une scission au sein de l'Agoudat en 1984) qui regroupe les ultra orthodoxes sépharades qui ne supportaient plus la prédominance ashkénaze et leur attitude paternaliste sur le parti Agoudat Israël et qui doit, aujourd'hui, son succès à la force du vote ethnique. C'est le moyen de manifester l'identité culturelle, les racines, les frustrations des « traditionalistes » sépharades à l'égard des Ashkénazes et l'attachement sentimental à la tradition. Ce parti représente aujourd'hui la troisième force politique et est, à ce titre, incontournable pour former des coalitions à la Knesset. Ce parti profite des alternances pour changer de camp et ramène systématiquement son soutien politique aux subventions offertes par les dirigeants en place.

Côté « gauche », on trouve principalement :

- Le parti Travailliste, principal parti de gauche et largement dominé par les Ashkénazes.
- Le Meimad, issu des partisans du PNR qui sont restés à gauche après la dérive de ce dernier vers le Likoud. Ils ont été intégrés à la liste du Parti Travailliste (« Israël Uni ») aux dernières élections de 1999.
- Enfin, les deux partis russes : le Yisrael Ba''liyah de Nathan Tcharansky et le Yisrael Beitenu.

L'implication croissante des partis religieux ultra-orthodoxes dans le débat politique est d'autant plus préoccupant qu'ils s'appuient sur une fraction de la société israélienne dont

le dynamisme démographique n'est plus à démontrer. Le maintien d'un vote à la proportionnelle devrait favoriser ce genre de vote « ethnique » : on parle aujourd'hui du « vote sépharade » ou du « vote russe ».

3. Les enjeux de la démographie israélienne

Le 20 octobre 1987, devant la conférence internationale sur la démographie réunie à Jérusalem, M. Chaïm HERZOG, président de l'Etat d'Israël, déclarait : « Le peuple juif est en danger ».

Il pensait autant à la diaspora² qu'à la population juive en Israël.

3.1. Les implications politiques et religieuses

Nous l'avons vu, du fait de la personnalisation des ethnicités, le problème démographique a largement débordé dans le monde religieux et, par voie de conséquence, dans la sphère politique.

Deux raisons principales expliquent le retour en force des ultra-orthodoxes. D'une part, l'aspect économique : ayant rapidement cru au cours des dernières années, les « hommes en noir » ont des besoins de plus en plus grands pour loger, nourrir et éduquer des masses de jeunes. Ils doivent également financer des institutions propres et ont besoin, à ce titre, de la manne gouvernementale. Donner son appui au Likoud ou au parti travailliste, c'est d'abord obtenir des fonds indispensables que seul l'Etat peut fournir.

D'autre part, sur le plan idéologique, sans devenir sionistes, les ultra-religieux, autrefois écartés de la vie politique, se sont identifiés à l'Etat. C'est ce qui les a poussés vers le Likoud en 1977. Mais en rentrant dans la société, les ultra-orthodoxes n'ont en rien renoncé à leurs privilèges comme l'exemption de service militaire¹ pour les jeunes qui sont dans les écoles religieuses. De plus, les dissensions internes et les concessions faites, aux yeux des

¹ Ce parti tenait dans le gouvernement de M. Barak, les portefeuilles de l'Intérieur, du Travail et de la sécurité sociale. Il partage également le ministère des affaires religieuses avec le Mafdal.

² Il y avait environ 10,5 millions de juifs dans la diaspora en 1970. On estime en 2000 cette population à 8 millions et les projections l'évaluent à moins de 5 millions en 2100. Trois principales raisons expliquent ce déclin : la dénatalité des pays industrialisés, le vieillissement et les mariages mixtes. Selon le Professeur Roberto Bachi, « un tiers des juifs épousent des non-juifs et, dans certains pays européens où l'assimilation a commencé très tôt, cette proportion peut atteindre 45% des mariages ». (Alain Frachon, Le Monde).

plus extrémistes, aux Palestiniens ont attisé un sentiment national très fort. Ce qui fait dire à Shlomo Ben Ami que « les Haredim » craignent la laïcisation de la société. Notre réponse ne doit pas être antireligieuse, mais sociale. Ce sont Rabin et Pérès qui ont inventé le Shas. Occupés à faire la paix ils ont traité ce parti comme leur imprésario auprès des pauvres, avec le budget nécessaire. Il est temps de re-nationaliser la politique sociale ».

Quelles que soient les évolutions de la société israélienne, il y aura, à terme, un problème lié à la représentativité des différentes minorités ethniques qui pourrait nécessiter une réforme du système électoral. Mais un tel processus se heurtera nécessairement à l'opposition forcenée des petits partis qu'ils soient de gauche, de droite ou religieux, favorables à un statu quo électoral. Tout changement serait synonyme d'arrêt de mort. C'est pourquoi ces petits partis ont toujours exigé, comme prix de leur appui à telle ou telle coalition, que le grand parti s'engage, pendant la législature à venir, à ne pas susciter de modification de la loi électorale. D'autres concessions sont faites à ces petits partis sur les plans politique (portefeuilles ministériels, directions générales de ministères), législatif (lois coercitives pour telle ou telle partie de la population comme les lois religieuses) et surtout financier (sommes colossales transférées du budget de l'Etat au compte bancaire de ces groupuscules en vue d'un emploi qui n'est contrôlé par personne).

3.2. Le processus de paix

Deux points des discussions sur le processus de paix concernent de près les évolutions démographiques.

Le premier point porte sur le retour éventuel des émigrés palestiniens dans la région. La Cisjordanie et la bande de Gaza ont des densités qui attestent de la saturation de ces petites zones qui pourraient constituer les fondements d'un éventuel Etat palestinien. Les discussions entre Palestiniens et Israéliens portent sur environ trois millions d'immigrés disséminés principalement en Jordanie, au Liban ou dans la diaspora qu'on estime aujourd'hui à environ six millions.

¹ La proportion des jeunes hommes dispensés du service militaire pour études religieuses a doublé en trois ans

Le second point est celui de l'avenir de la région. Outre le statu quo, soit il y a création d'un Etat palestinien et un des problèmes rencontrés sera celui d'une densité de population incroyable dans une zone difficile et confinée, notamment pour la bande de Gaza, qui ne permet d'entrevoir l'avenir de cette population palestinienne ailleurs que dans des « bidonvilles » où les maîtres mots seraient pauvreté et précarité. Soit le projet d'un Etat binational est préféré : certains brandissent déjà le spectre de la guerre civile où d'ici quelques dizaines d'années, une population initialement minoritaire pourrait, sur le long terme, devenir majoritaire¹. Selon Philippe Fargues, démographe à l'INED (Institut national d'études démographiques), les Palestiniens deviendraient majoritaires dans l'ensemble Palestine – Israël entre 2005 et 2010. Le temps joue « démographiquement » pour les Palestiniens. Ce scénario est à rapprocher des problèmes existant aujourd'hui dans les Balkans.

C'est ainsi que les Nationalistes les plus avertis acceptent de plus en plus l'idée d'un Etat palestinien car c'est la seule solution qui permette de garantir, pour l'avenir, le caractère juif de l'Etat d'Israël, cohabitant avec un Etat rassemblant les Palestiniens de la région.

3.3. La globalisation de la société israélienne : évolutions possibles

Selon le professeur Yovel², l'enjeu démographique rejoint l'évolution de l'identité israélienne qu'il qualifie de « problématique » pour deux raisons : d'une part, les rapports entre les israéliens eux-mêmes et, d'autre part, le rapport des Israéliens à la religion.

Défis et enjeux pour la société israélienne :

Concernant les rapports entre les Israéliens au sein même de la société israélienne, on est de plus en plus loin du « statu quo » qui régnait il y a cinquante ans. L'idéologie sioniste est désormais confrontée à deux types de défis. Le premier, le moins dangereux, émane de groupes comme les Orientaux, qui ne demandent qu'une meilleure représentation économique

pour atteindre 7,5% en 1997 (Haaretz, 23 novembre 1997).

¹ En 1970, Golda Meir avait déclaré : « nous nous réveillerons chaque matin en nous demandant combien de nouveau-nés arabes ont été mis au monde dans la nuit ».

² Yirmiyahu Yovel, professeur de philosophie à l'Université Hébraïque de Jérusalem et à la New School for social research de New-York.

et culturelle. Le second, plus dangereux, conteste la nature même de l'Etat : c'est le cas des ultra-orthodoxes, des Russes et, évidemment, des Arabes.

Le premier défi devrait être relevé sans trop de difficultés car la plupart des Orientaux affichent une réelle volonté de participer à l'évolution d'un Israël épanoui et stable. Pour cela, les générations actuelles et futures devront évoluer en privilégiant l'avenir aux rancœurs du passé. Les Sabra, ashkénazes ou sépharades, laïcs ont une vraie volonté de paix tant extérieure qu'intérieure.

Le second défi est celui qui conditionnera l'avenir de la société d'Israël voire même son existence. D'un côté, on trouve une société religieuse orthodoxe (environ 20 à 25% de la population israélienne) portée vers l'extrémisme de son ethnocentrisme, son nationalisme qui nie toute tendance à l'universalisme. De l'autre, une population laïque de moins en moins attachée au patrimoine juif traditionnel, de plus en plus cosmopolite, avide de créer une société libérale à l'occidentale où les maîtres mots seraient consommation, normalité et, certainement, paix. Ces laïcs veulent l'économie capitaliste et son abondance.

Les enjeux qui pèsent sur la société israélienne sont multiples. L'un d'entre eux est le visage même de cette société qui pourrait évoluer dans plusieurs directions. Il semble, en effet, que les Israéliens ne se rassemblent plus autour des grands principes qui ont gouverné à la naissance d'Israël autour des sionistes et de leurs projets. La multiplication des « ethnies » amène certains à envisager une partition de la population entre grandes familles se disputant l'influence dans le pays tout en conservant un mode de vie, une pratique de la langue, une religiosité spécifiques. On passe ainsi du « temps du rassemblement » au « temps de l'entre-soi ».

De même, la présence de résidents d'un genre nouveau (travailleurs immigrés, clandestins) posera à Israël toute une série de problèmes d'adaptation inédits. Elle pèsera aussi, d'une façon insoupçonnée, sur le débat autour du devenir de la société israélienne en apportant indirectement des arguments aux laïcs qui militent pour qu'Israël privilégie son caractère démocratique à sa judéité proclamée.

Cette évolution va également considérablement modifier les relations entre l'Etat israélien et sa diaspora. Cette dernière risque de se désintéresser de l'évolution de leur « patrie » puisque d'une part, les familles ne sont plus éclatées et les mouvements d'immigrants ou d'émigrants en Israël sont désormais limités et, d'autre part, les jeunes générations de la diaspora oublieront au fur et à mesure les souffrances de leurs anciens et se sentiront de moins en moins concernés par ce qui se passe au Proche-orient. Enfin, les mariages mixtes dilueront progressivement générations après générations la judaïté de la diaspora dans le « melting pot » des races. Ceci explique partiellement le repli identitaire qui fait jour en Israël.

Quel Israël demain : Etat juif ou Etat des Juifs ?

Un autre aspect concerne le rapport de l'Etat hébreu et la religion. D'après M. Yovel, l'Etat juif peut être interprété comme un Etat défini par la religion juive alors que l'Etat des Juifs serait l'Etat du peuple juif. La réalité du peuple juif est historique. Ce peuple s'est donné un Etat où il a décidé d'être majoritaire comme peuple pas comme religion. Israël n'est pas un Etat religieux mais il accorde une place exagérée à la religion dans certains domaines. Israël est un Etat laïc (vision ashkénaze, sioniste). Lors de sa création, David Ben Gourion avait dû faire des compromis, considérés alors comme un « moindre mal », entre les différentes factions, même si la plus représentative était celle des Ashkénazes. Israël se définissait alors dans sa loi fondamentale comme un « Etat juif et démocratique ».

Israël en danger de paix ?

La question de la séparation de la religion et de l'Etat se pose également. En effet, la situation culturelle israélienne est marquée par une contradiction profonde entre, d'une part, les libertés « à l'occidentale » dont jouissent l'Université, la presse et les médias et, d'autre part, l'emprise d'un rabbinat souvent réactionnaire, sur l'état-civil, la censure des mœurs et divers autres aspects de la vie quotidienne. Récemment, la Cour Suprême a pris un certain nombre de dispositions¹ pour contrecarrer le pouvoir des ultra-orthodoxes en condamnant

¹ On peut citer en particulier : la remise en cause de l'exemption de service militaire dont disposent 30000 étudiants des écoles religieuses, la possibilité pour des femmes de siéger dans des conseils religieux, l'introduction dans ces derniers de rabbins réformés et conservateurs.

notamment le leader du Parti Shas, M. Ariele Deri, pour corruption¹. Respectant les principes démocratiques d'Israël, la Cour Suprême, saisie par des synagogues réformée et conservatrice minoritaires en Israël mais majoritaires aux Etats-Unis, ne peut transiger qu'en faveur des lois laïcs face au lobby des partis ultra-orthodoxes. Le ministre de l'Intérieur de M. Nétanyahou, n°2 du Shas, avait même déclaré « les vrais sionistes, c'est nous, qui avons prié depuis 2000 ans pour revenir ici. La Torah et le Talmud guident notre vie quotidienne. Nous n'accepterons les lois laïques que dans la mesure où elles ne violent pas la Halakha, la loi religieuse ». Et le même ministre de déclarer : « si la Cour Suprême continue à se mêler de nos affaires, il y aura la guerre ici ».

Ce type de déclaration et les raisonnements qui les soutiennent amènent certains à déclarer qu'Israël est en « danger de paix ». D'après M. Shlomo Ben Ami, un des leaders du Parti travailliste, « ils (les religieux) craignent la laïcisation de la société. Notre réponse ne doit pas être antireligieuse, mais sociale. Ce sont Rabin et Pérès qui ont inventé le Shas. Occupés à faire la paix ils ont traité ce parti comme leur imprésario auprès des pauvres, avec le budget nécessaire. Il est temps de re-nationaliser la politique sociale ». Une des craintes des Israéliens est qu'une fois « le couvercle » de la guerre contre les Palestiniens ôté, la société israélienne se retrouvera face à elle-même et qu'alors les tensions internes entre laïcs et religieux s'en trouveront d'autant plus délicates. On notera, par ailleurs, que c'est depuis vingt ans, c'est à dire depuis les premiers signes de paix avec ses voisins, notamment égyptien, que les religieux ont commencé à prendre une place de plus en plus importante dans la vie politique et sociale du pays.

La nécessaire évolution du système politique ?

Il convient également de s'interroger sur l'évolution du système politique israélien. Pourra-t-il perdurer alors que des minorités risquent de devenir de plus en plus influentes grâce à leur poids démographique ? Si le seuil d'entrée à la Knesset est maintenu à 1,5%, il conviendra alors de faire en sorte que toutes les catégories de la société, représentant les juifs ou d'autres, aient des députés pour prendre part au débat politique national. Mais d'un autre côté, le maintien de ce ticket d'entrée aussi bas provoque les dérives constatées depuis plus de vingt ans : multiplication des partis, coalitions bancales empêchant toute réforme de fond,

¹ Le Shas aurait touché environ 750 millions de francs de façon illégitime.

personnalisation du vote, suivisme exagéré. Toute évolution du système politique viserait à réduire le poids des petits partis dans les coalitions. Seule une coalition d'Union nationale composée des deux grands partis (le Likoud et les Travailleurs) permettrait de faire des réformes de fond. L'annexe 2 montre que cette coalition sera très difficile à réaliser puisque, aujourd'hui, les petits partis représentent 58% des députés de la Knesset.

Mais cette évolution est nécessaire et fait appel à une ouverture de la société israélienne, ce que certains appellent sa « globalisation », c'est à dire son entrée définitive dans le cercle des Nations modernes en proie à une immigration qu'il faut maîtriser sans la contraindre.

Trois voies d'évolution pour la société israélienne :

Sans se livrer à un quelconque pronostic, on peut estimer que trois voies s'offrent à l'évolution de la société israélienne qui sont intimement liées à la loi d'airain de la démographie et à son acceptation par les faucons et les colombes.

- Soit Israël reste une démocratie et perd son identité sioniste en ouvrant plus largement la Knesset aux représentants des minorités,
- Soit il maintient sa loi par la force sur des populations sans droits civils, c'est alors l'apartheid et Israël devient une autre Afrique du Sud en perdant son âme.
- Soit, enfin, Israël ferme ses frontières, expulse les non-juifs et devient l'Etat juif rêvé par les religieux les plus conservateurs.

Dans le premier cas, la société israélienne évoluera dans le sens le plus favorable pour la démocratie. La question est de savoir si la perte de l'identité sioniste est réalisable pour un état aussi jeune. Les vieilles démocraties ont été façonnées par des guerres, des tensions et souvent, des conflits internes où la religion a toujours joué un rôle de premier plan. Si Israël réussit, en cinquante ans, à passer de sa création à partir de rien, à une démocratie ouverte acceptant les contraintes liées à un environnement hostile à son existence même, cela tiendra alors quasiment du miracle. Israël doit faire face à une double opposition : la première, intérieure, concrétisée par la multiplication des petits partis et l'augmentation régulière de leur pouvoir dans les coalitions politiques ; la seconde, extérieure, qui impose à Israël de lutter en permanence pour sa survie. Le processus de paix, dont une des pierres d'achoppements est le retour éventuel d'environ 3 millions de réfugiés palestiniens, sera fondamental dans

l'évolution de l'Etat d'Israël et de son aptitude à s'intégrer en paix sur le long terme. Dans tous les cas, sauf à relancer une immigration juive importante, Israël devra faire face à une diminution importante, en proportion, du nombre des Juifs sur le territoire même d'Israël. Mais l'hypothèse d'une nouvelle vague d'immigration de Juifs en Israël est fortement improbable. Ainsi une transition démocratique est nécessaire vers une société moderne, ouverte, acceptant les avantages de la multi-culturalité même si les transitions peuvent être difficiles. Pour cela, il faudrait que les grands partis, seuls aptes à réaliser des changements sociétaux profonds, disposent d'une majorité à la Knesset. Il est clair que le mode d'élection du parlement israélien actuel ne permet pas de l'envisager. Tout changement passe par un vote de la Knesset où justement les petits partis maîtrisent le jeu électoral. La situation semble donc bloquée dans ce sens. Il convient aussi de souligner qu'en cas d'une évolution sensible de la société israélienne, la diaspora aura son rôle à jouer tant par son influence auprès des grands décideurs que par leur pouvoir dans les médias en Israël et ailleurs. Enfin, concernant plus spécifiquement les Etats-Unis, il faudrait réussir à disjoindre les intérêts stratégiques américains au travers d'Israël du soutien qu'ils apportent à l'Etat d'Israël.

La deuxième évolution possible se traduirait par le durcissement du traitement interne des minorités, recréant ainsi les conditions d'une apartheid comme nous l'avons connu en Afrique du Sud. Le régime démocratique ne doit pas masquer la hiérarchie vite décroissante des droits dont jouissent les populations contrôlées par Israël (Arabes de nationalité israélienne, Palestiniens des territoires occupés ou non). Les territoires occupés contrôlés par l'armée israélienne accentuent les allures d'apartheid.

Cette éventualité est, malheureusement, envisageable en raison du fossé qui se creuse entre laïcs et religieux. L'évolution du paysage politique, son morcellement lent mais continu, et le maintien du scrutin à la proportionnelle pour les élections des députés de la Knesset ne prêchent pas pour un apaisement des petits partis qui, dans une vision très égocentrique, ne recherchent que l'expansion de leur idéologie profitant de la manne financière que seul l'Etat peut prodiguer pour construire des universités ou des logements. Ces partis cherchent à construire des minis Etats dans l'Etat.

Que peut faire un gouvernement, même d'Union nationale, face à une telle évolution ? Les concessions accordées par les grands leaders politiques pour former des coalitions ne leur permettent pas de se lancer dans des réformes profondes du système politique nécessaire pour éviter toute glissade vers un Etat totalitaire. De plus, Israël n'a plus aujourd'hui de leader

charismatique comme le fût M. Rabin. L'échec d'Ehoud Barak, militaire le plus décoré de l'histoire d'Israël, est à ce titre, révélateur du trouble de la société israélienne qui ne peut plus se retrouver autour de valeurs communes, comme elle le fit lors de sa création ou même entre 1993 et 1995 autour de M. Rabin.

Enfin, dans un scénario catastrophe encore plus dramatique, une troisième évolution possible consiste au repli pur et simple d'Israël sur elle-même. Car Israël ne disparaîtra pas ! Sa capacité nucléaire, la protection des Etats-Unis et la solidarité de la diaspora ne le permettraient pas. Cette troisième hypothèse, qui pourrait être transitoire, représente celle où le sentiment de sécurité reviendrait au tout premier plan de la société israélienne. Elle provoquerait, à n'en pas douter, un embrasement de la région et pourrait remettre en question les accords de paix signés depuis des années avec les pays voisins tant pour des raisons politiques que pour des raisons humanitaires. En effet, les flots de réfugiés qui se déverseraient de nouveau pourraient déstabiliser les voisins les plus immédiats d'Israël où les difficultés économiques sont déjà très importantes. Enfin, on imagine sans mal la résurgence du terrorisme en Israël même et partout dans le monde contre les communautés juives.

La focalisation contre l'Etat d'Israël redeviendrait alors naturelle et cristalliserait la résurgence d'un sentiment arabe fort dans la région. L'Egypte, notamment, pourrait en profiter pour retrouver une position de leader au Proche-Orient, position perdue depuis plus de vingt ans après les différents conflits contre Israël. Dès lors, que feront les Etats-Unis, leur soutien restera-t-il toujours aussi inconditionnel ? Quelle sera l'attitude de la diaspora, se reconnaîtra-t-elle dans un pays qui se coupe des valeurs démocratiques qui ont présidé à sa création ? Pourra-t-on éviter un engrenage où la puissance militaire d'Israël se verrait mise en balance avec les intérêts supérieurs de la stabilité de la région ? Le déroulement des événements depuis l'automne dernier suite à l'entrée d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des mosquées montre qu'il est difficile de maîtriser le processus d'escalade et que le pouvoir, apparent, des Etats-Unis ne semble pas l'emporter sur les volontés des uns et des autres de s'affronter. Ce scénario catastrophe semble malheureusement réaliste mais des signes avant-coureurs comme l'évolution politique et religieuse et celle de l'attitude des voisins directs de l'état hébreu permettront, peut être, d'éviter cette voie.

Conclusion

Que réserve le siècle qui commence ? La croissance, le développement, l'arrivée à maturité d'Israël et sa transformation en société de consommation matérialiste, sous forte influence américaine, ont vu le zèle révolutionnaire de la génération des premiers immigrants, austère et dévouée au bien commun, se transformer en une recherche égoïste de profit matériel. Cette transformation a, certes, permis une modernisation exemplaire de la société israélienne et l'accès aux dernières innovations technologiques. Mais elle a aussi engendré l'effondrement de l'éthique égalitaire, l'apparition de clivages profonds, politiques, sociaux, ethniques et religieux opposant des catégories de plus en plus égocentriques.

On assiste véritablement à une remise en question, sous la forme d'un effondrement, de l'identité nationale israélienne remplacée par un amalgame incohérent qui pourrait se révéler catastrophique pour l'unité d'Israël, et donc pour son avenir tant comme puissance régionale que comme Nation.

Si les faucons l'emportent sur les colombes, les relations avec la diaspora risquent de se dégrader car, dans l'état actuel des études démographiques, la population juive d'Israël est, et restera, une minorité dans la diaspora, au second rang derrière la population juive des Etats-Unis. La démographie joue donc contre Israël.

En plus des problèmes politiques et religieux, si l'évolution d'Israël est favorable et va dans le sens d'une multi-culturalité plus ouverte, le pays devra faire face aux problèmes liés à une très forte densité de population à 95% urbanisée. La société israélienne devra également gérer les équilibres entre les jeunes et les vieux, entre la diaspora et les Juifs d'Israël. Dans tous les cas, sauf à expulser tous les non-juifs, la population israélienne augmentera d'environ 30 à 50% d'ici un demi-siècle ; une population toujours plus nombreuse mais surtout toujours plus hétérogène. Beaucoup de faucons se disent aujourd'hui en « danger de paix » et proclament « faites donc la paix ... et l'Etat juif cessera d'exister par voie interne, par autodestruction ». Toute négligence d'Israël mènerait au « suicide démographique ».

La clé du problème réside en partie dans la création d'un Etat palestinien et dans l'émergence de personnalités tant israéliennes que palestiniennes décidées à faire face ensemble à des problèmes qui semblent étrangement communs : la survie de leur population.

Bibliographie :

- DELLA PERGOLA Sergio –REBHUN Uzi –TOLTS Mark, Prospecting the jewish future population projections 2000– 2080, American Jewish Year Book NY, 2000
- DELLA PERGOLA Sergio, Israel's population and Middle East normalization : trends and challenges, Bari ; Lezione dalle scuole estive sul processo di pace in Medio Oriente, 2000.
- COURBAGE Youssef, Nouveaux horizons démographiques en Méditerranée, Paris ; INED, 1999
- DIECKHOFF Alain, Entre citoyenneté et nationalité ; Confluences méditerranée, n°26, été 1998
- DIECKHOFF Alain, « Israël, une nation plurielle », Les cahiers de l'Orient, « Israël : une nation recomposée », n°54, Avril 1999
- DE TINGUY Anne, « Les Russes d'Israël, une ethnicité valorisée », Les cahiers de l'Orient, « Israël : une nation recomposée », n°54, Avril 1999
- BERTHOMIERE William, « L'immigration des travailleurs étrangers : miroir des mutations identitaires d'Israël », Les cahiers de l'Orient, « Israël : une nation recomposée », n°54, Avril 1999
- GREILSAMMER Ilan, « Laïcs et religieux en Israël », Les cahiers de l'Orient, « Israël : une nation recomposée », n°54, Avril 1999
- ANSON Jon, MEIR Avinoam, religiosité, nationalisme et fécondité ; Revue européenne de démographie, volume 12 numéro 1, mars 1996
- Nations Unies, World Population Prospects – the 1998 revision, New York, 1999
- L'Histoire n°212, périodique 07/97
- PUAUX François, Israël, la guerre civile ; la revue des deux mondes Mars 1988
- SCHNATTER Marius, en Israël, l'enjeu sépharade ; le monde diplomatique Mars 1999
- COURBAGE Youssef, les réformes de l'économie israélienne / Contrastes démographiques en Israël , Problèmes économiques Mars 1994
- Dieckhoff Alain, les deux Israël ; Politique internationale n°80, Juillet 1998
- Israël, une nation à la recherche d'elle-même, confluences méditerranée n°26 1998
- COHEN-AMALGOR Raphaël, la lutte contre l'extrémisme politique en Israël ; POUVOIR n°72, 1995

- Central Bureau Of Statistics : Statistical Abstract of Israel 1999¹, site internet du gouvernement israélien.

Concernant la démographie :

- DUMONT Gérard-François, les grandes évolutions démographiques
- DUMONT Gérard-François, Analyse des populations et démographie économique DUNOD, Paris, 1992

Concernant l'Histoire des Juifs :

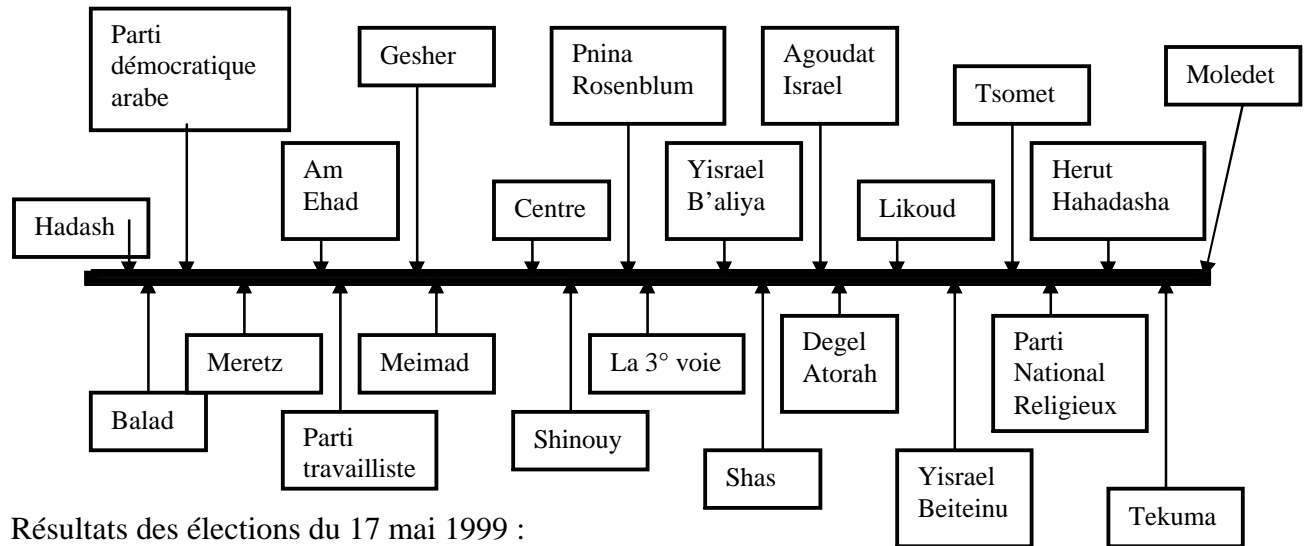
- SACHAN Abraham, Histoire des Juifs, Flammarion, 1973

¹ www.cbs.gov.il

Annexe 1 : Paysage politique d'Israël

Gauche

Droite

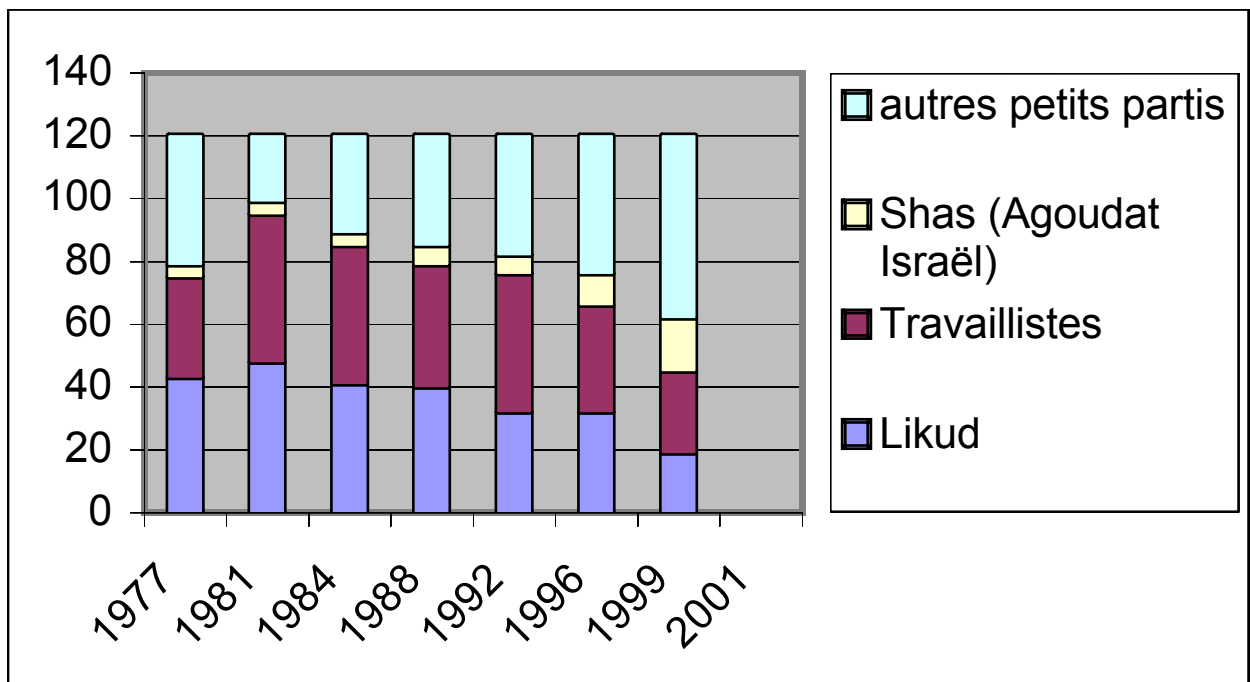


Parti ¹	Sièges obtenus à la Knesset	% des suffrages recueillis le 17 mai 1999
Israel Ahat = parti travailliste + Gesher + Meimad	26	20,2
Likoud	19	14,1
Shass	17	13,0
Meretz	10	7,6
Israel Ba'aliyah	6	5,1
Shinouy	6	5,0
Parti du centre	6	5,0
Parti national religieux (Mafdal)	5	4,2
Judaïsme unifié de la Torah	5	3,7
Balad + Parti démocratique arabe	5	3,4
Israel Beiteinu	4	2,6
L'Unité Nationale (Herout)	4	3,0
Hadash	3	2,6
Am Ehad	2	1,9
Balad	2	1,9

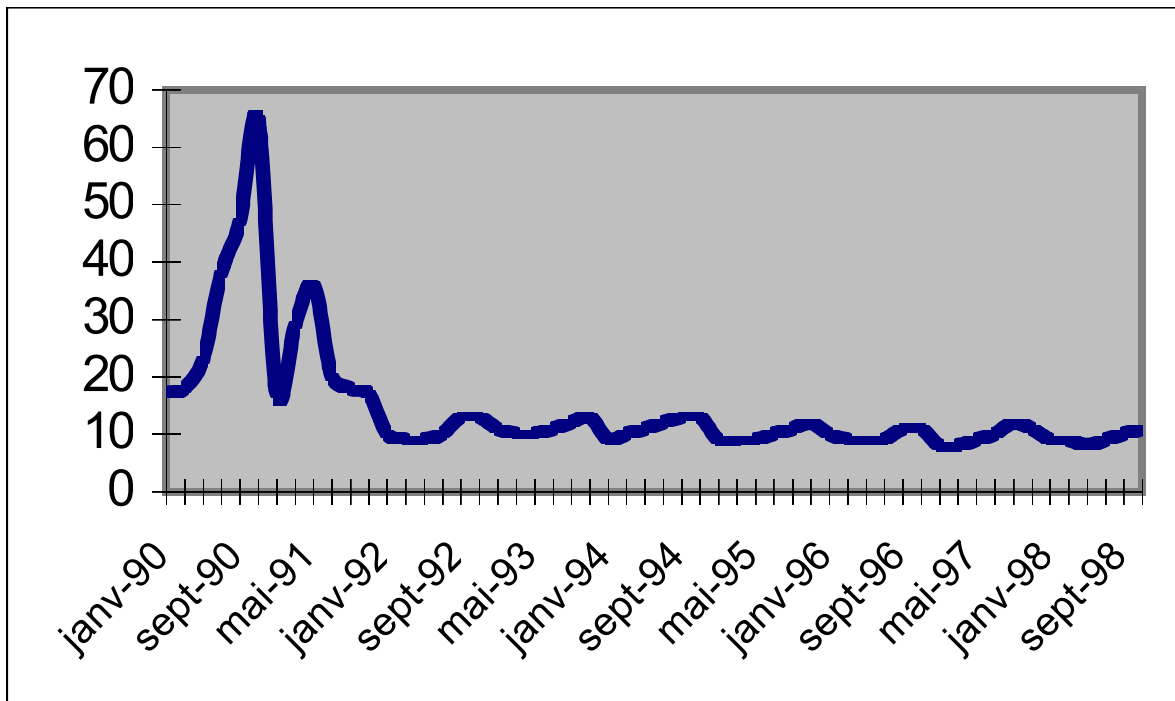
¹ Seuls les partis ayant réalisés plus de 1,5% des suffrages sont représentés à la Knesset.

Annexe 2 : Composition de la Knesset depuis 1977

La proportion des petits partis, principalement religieux, ne fait qu'augmenter depuis 20 ans. Ni le Likoud, ni les Travailleurs ne sont plus en mesure de former une coalition suffisamment solide, en position de force, les amenant à faire des concessions notamment envers les partis religieux ultra-orthodoxes dont le Shas. Ce parti dispose d'une écoute dans le pays qui augmente régulièrement, alimentée et financée par les budgets alloués par le gouvernement dont ils font partie.



Annexe 3 : Immigration des Russes pendant les années 1990 (en milliers).



Les immigrants russes sont arrivés principalement entre 1990 et la fin 1991. Pour les seuls six derniers mois de 1990, ce sont plus de 125000 Russes qui émigrent vers Israël, certains d'ailleurs en repartiront quelques mois plus tard. Au total, ce sont près de 850000 Russes qui sont entrés en Israël dans la dernière décennie du XXème siècle. Environ 10% d'entre eux ont, depuis, émigré vers d'autres horizons.